CARREFOUR D'ANIMATION ET DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT
CAPMO
435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1
418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org

# ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

Décembre 2026
Vol. 28, n°4

## La vie, la vie

Malgré toutes les apparences et la propagande, sur la Terre, un être collectif est en train de s'éveiller.

À la COP31, 120 pays ont refusé d'être achetés par les mensonges négationnistes des puissants qui font la promotion des énergies fossiles. À Paris, plus d'une centaine d'intellectuel.les ont demandé de taxer les grandes fortunes pour refonder le bien commun au-delà du néolibéralisme.

En Europe, la jeunesse et toutes les générations se sont levés de manière coordonnée dans sept pays pour réclamer la justice sociale au lieu des dépenses militaires. Au Paraguay et en Colombie, il y a eu de grandes manifestations contre les politiques d'austérité.

Aux États-Unis, des gens de droite comme de gauche s'unissent contre les méga centres de données informatiques. L'empereur est nu, leurs propositions sont insensées et le monde le sait. Ces ultra riches veulent nous ramener un siècle en arrière, avant les syndicats, la démocratie et les droits humains, en nous manipulant via leurs médias dans une propagande raciste qui ne se cache plus. Leur idéal est la mort de la sociale démocratie, de la classe moyenne et de toute mobilité sociale pour l'immense majorité. Faisant cela, ils sèment eux-mêmes les germes de la révolution et de la conscience humaine, voulant tout posséder, ils finiront les mains vides.

Derrière les soulèvements de la jeunesse qui ne s'essoufflent pas parce qu'ils refusent de vivre dans des conditions toujours plus abjectes pour qu'une minorité d'ultra riches les cannibalisent en haussant le prix des loyers tout en faisant stagner les salaires au niveau de la survie, en privatisant le bien commun et en refusant d'y contribuer à leur juste part.

Avec les investissements astronomiques dans les entreprises d'intelligence artificielle, nous venons de franchir un nouveau pas vers l'abîme. L'IA promet les profits aux milliardaires et la misère pour l'ensemble de l'humanité qui commence à se battre pour sa survie. Elen Musk promet de lancer un million de satellites en orbites pour y sauvegarder l'intelligence artificielle, si bien qu'on ne pourra plus voir les étoiles dans le ciel. Je ne sais pas si cela évoque quelque chose dans les esprits, mais la mégalomanie à cette échelle est une maladie.

L'être collectif contre l'Intelligence artificielle, le grand capital et le néofascisme, c'est ce qui se joue présentement. Quoi qu'il arrive, nous devrons nous opposer à ces projets malveillants en préservant notre espoir comme la prunelle de nos yeux. L'espoir est ce qui nous fait vivre et nous permet de demeurer dignes, ce n'est jamais du renoncement ou de la naïveté. Souvenons-nous que la vie est têtue, elle s'accroche, se répand, et continue d'espérer malgré tout. Le mensonge ne durera qu'un temps, la vérité nous rendra libres.

Yves Carrier

**Dans ce numéro :**


| | |
|---|---|
| **Manifeste de Paris** | **2-3** |
| **COP31, l'échec attendu** | **4-6** |
| **La tragédie de Gaza** | **7-9** |
| **Venezuela sous contrôle** | **10-11** |
| **Des nouvelles du CAPMO** | **12** |

# Appuyez le Manifeste de Paris contre l'oligarchie internationale

**Isabella Arria, Centro latinoamericano de analisis estratégico,** 23 novembre 2026

Samedi 21 novembre 2026, plus d'une centaine d'intellectuels ont appuyé le Manifeste de Paris « contre l'oligarchie internationale ». Parmi eux, on retrouve des économistes comme Gabriel Zucman, promoteur de l'idée d'un impôt pour les multimillionnaires, Thomas Piketty ou Mariana Mazzucato.

**«La richesse extrême a explosé»**

Le manifeste développe la proposition d'un impôt de 2% sur le patrimoine de ceux et celles qui possèdent plus de 100 millions d'euros (150 millions de dollars canadiens). De plus, son lancement coïncidait avec un Sommet contre l'oligarchie internationale qui se tenait à Paris. Sur la page web du manifeste figure l'appui de 178 économistes et experts en sciences sociales, parmi eux se démarquent les prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, Daron Acemoglu et Esther Duflo.

Aussi, le manifeste est appuyé par l'activiste canadienne Naomi Klein et l'ex-président chilien Gabriel Boric. On retrouve aussi parmi les signataires les multimillionnaires Abigail Disney, héritière de la famille Disney, et Marlene Engelhorn, héritière de la compagnie autrichienne BASF et cofondatrice de Tax Me Now – une initiative qui réclame des impôts plus élevés pour les grandes fortunes.

Zucman, l'un des principaux promoteurs du texte, est directeur de l'Observatoire fiscal international (ITO pour ses initiales en anglais), un organisme formé par des experts économistes et fiscalistes qui font la promotion d'un système fiscal international pour empêcher que des multimillionnaires et des multinationales échappent aux impôts. »

Zucman explique que le manifeste développe une idée selon laquelle « les multimillionnaires menacent la démocratie » parce que « l'extrême richesse a explosé » au cours des dernières années et cela « s'accompagne d'une multiplication de son pouvoir », de sa capacité à « influencer la politique lors des élections (…) voire dans le cours des guerres », faisant allusion à Elon Musk.

Piketty demande aussi sur les réseaux sociaux l'appuie des citoyens. Le manifeste dispose d'une page web, en anglais et en français, où il est possible de le signer et d'endosser le texte. Against the international oligarchy - The Paris Manifesto - Europe Solidaire Sans Frontières

Pour Zucman, « il faut renforcer les infrastructures de la démocratie », ce qui signifie protéger l'indépendance des moyens de communication et garantir un accès universel à la connaissance et à l'information. Sur le terrain fiscal, il estime qu'avec l'imposition de 2% du capital de ceux qui détiennent plus de 100 millions d'euros, il faudrait appliquer « un impôt exceptionnel » sous forme de « régulation » pour vérifier et garantir qu'au cours des 15 dernières années ces multimillionnaires ont payé tous les impôts qui leur correspondaient.

Zucman a affirmé qu'il espère que si Pedro Sanchez est élu à nouveau premier ministre de l'Espagne, il continuera à promouvoir l'initiative d'un impôt pour les multimillionnaires pour qu'une coalition de pays puisse mettre en marche la proposition.

Qui plus est, il a souligné qu'il aimerait qu'il mette en fonction cet impôt en Espagne, ce qui selon lui servirait pour « démontrer que cela peut se faire » et aurait un « effet d'entrainement ». « Nous avons besoin qu'un pays donne l'exemple » affirme-t-il.

**Le Manifeste auquel souscrivent les signataires**

L'explosion des grandes fortunes est le grand fait social de notre époque. Avec plus de 100 chercheurs du monde entier (économistes, politologues, juristes, sociologues, philosophes, historiens et d'autres) nous sonnons l'alarme : les milliardaires sont une menace pour nos démocraties.

Quand la revue Forbes commença à énumérer les plus grandes fortunes du monde en 1987, la richesse de 0,0001% des plus riches, 1500 familles en ce temps, équivalait à 3% du produit intérieur brut mondial. En 2026, cette même infime fraction de la population, qui compte aujourd'hui près de 3000 foyers, possède une richesse équivalente à 17% du PIB mondial.

Ce changement a bouleversé l'équilibre du pouvoir : le pouvoir de diriger des entreprises multinationales dont les décisions, comme celle de développer l'intelligence artificielle, affectent toute l'humanité; le pouvoir de façonner l'idéologie dominante en achetant des journaux, des chaines de radio et de télévision et des réseaux sociaux; et le pouvoir d'influencer les politiques publiques en finançant des campagnes électorales et des candidats.

Dans une dynamique qui corrompt les démocraties contemporaines, ce pouvoir se renforce lui-même. À mesure qu'augmentait leur pouvoir économique, les oligarchies ont dépensé toujours plus pour défendre leurs intérêts. Le pouvoir économique des plus riches est utilisé pour renforcer leur pouvoir politique et vice versa.

Ayant perdu de vue les décennies qui ont suivi le Seconde Guerre mondiale, quand l'inégalité était tombé à un minimum historique, la tension entre la démocratie et l'oligarchie s'impose à nouveau comme la question décisive de notre temps. Nous ne pouvons pas comprendre aujourd'hui les termes de cette lutte, ni penser les conditions d'une victoire des forces démocratiques, sans reconnaître quelque chose qui est fondamentalement nouveau. Pour la première fois dans l'histoire, la richesse extrême et le pouvoir qu'il confère s'affirme à une échelle véritablement planétaire.

Quand Elon Musk achète le réseau Twitter et le met au service de ses causes idéologiques de prédilection, ce n'est pas seulement la République états-unienne qui tremble; les propres termes du débat public, le cœur de la vie démocratique des nations, se transforment. Lorsque Donald Trump réduit l'impôt des entreprises aux États-Unis et démantèle les normes de transparence financière, ce ne sont pas seulement les riches états-uniens qui en profitent, mais les oligarques du monde entier qui peuvent réaliser des affaires encore plus rentables aux États-Unis. Quand une poignée de magnats de la technologie décide de couvrir la Terre de centres de données qui dévorent l'eau et l'énergie, ce ne sont pas seulement les ressources du Tennessee ou de la Mongolie Intérieur qu'ils accaparent, c'est la planète entière qu'ils précipitent dans l'abîme. La richesse extrême signifie toujours un pouvoir extrême et les milliardaires ont raison en affirmant que leurs fortunes ne consistent pas principalement en lingots d'or ou en argent sonnant. Elles consistent dans de nombreux cas, d'abord et avant tout, dans le contrôle de la direction des grandes entreprises, à travers leurs portefeuilles d'actions qu'ils possèdent, qui constituent le gros de leur patrimoine.

Face à l'oligarchie internationale, nous devons construire une Internationale démocratique. Avec un impôt minimum sur les ultra riches combiné avec la récupération des impôts impayés par le passé, une plus grande indépendance des moyens de communication et une meilleure protection des journalistes face aux ingérences et la censure, et un nouveau modèle de propriété, international et dé-privatisé, pour les entreprises d'intelligence artificielle, les forces démocratiques du monde peuvent récupérer l'avantage.

# COP31 : l'échec attendu



Par Raffaele Crocco – Unimondo (Italie)

Other News, 24 novembre 2026

*La COP31 d'Antalya s'est conclue sans accord politique mondial, incapable de résoudre le problème des énergies fossiles ni de garantir les ressources nécessaires aux pays les plus vulnérables. L'échec des négociations met en lumière les limites d'un système économique fondé sur une croissance illimitée et la concentration des richesses. Mais renoncer à la coopération internationale n'est pas la solution : il nous faut transformer la manière dont la richesse, les responsabilités et le pouvoir sont produits et répartis.*

Sans surprise, la 31e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) à Antalya s'est soldée par un échec cuisant. Après deux semaines de réunions, de débats, de promesses, d'annonces, de conférences et de déclarations solennelles, les représentants de près de deux cents pays n'ont pas réussi à parvenir au moindre accord politique mondial. Les intérêts individuels, cet « égoïsme insidieux » – pour reprendre les paroles de la chanson « Libera nos Domine » de Francesco Guccini, le regretté auteur-compositeur-interprète italien – ont primé sur tout besoin raisonnable de survie collective. Les négociateurs ont débattu quarante-huit heures de plus que prévu, en vain. Finalement, ils ont capitulé. La planète peut attendre, cela va de soi. Les intérêts économiques et politiques des États, eux, ne le peuvent pas.

C'est la conclusion amère, quoique logique, d'une conférence qui, dès la première semaine, laissait de nombreuses questions sans réponse. J'en ai fait état dans mes dépêches d'Antalya. Je me demandais s'il était judicieux de dépenser des millions pour un événement gigantesque où tout le monde parlait de sauver le climat, mais où presque personne ne semblait disposé à débattre du modèle économique et social qui détruit l'environnement.




La réponse est venue lors des négociations finales. Et elle n'est guère rassurante.

Le problème central demeure le même : les énergies fossiles: Pétrole, charbon et gaz, sont des sources d'énergie sur lesquelles se sont bâties et se bâtissent encore d'immenses fortunes, une puissance économique considérable et des rapports de force. Dans le texte final proposé par la présidence turco-australienne, toute référence explicite à la nécessité de les abandonner avait disparu. Cela représentait un énorme recul, même par rapport à Dubaï en 2023. Là-bas, dans l'une des capitales de la richesse pétrolière, la nécessité d'une transition énergétique était reconnue. Aujourd'hui, il n'en est rien. La Russie et l'Arabie saoudite se sont opposées jusqu'au bout à la clause de « transition énergétique ». L'Union européenne et d'autres pays, à l'époque, ont rejeté un engagement qu'ils jugeaient trop timide et inefficace. Résultat : aucune décision politique globale.

La situation ne s'est pas améliorée non plus en ce qui concerne le financement et la redistribution des ressources économiques nécessaires à la transition écologique. Les pays les plus pauvres, ceux qui ont contribué et continuent de contribuer bien moins à la crise climatique et qui en subissent les pires conséquences, réclamaient des ressources garanties pour faire face aux sécheresses, aux inondations, à la désertification et aux pertes de récoltes.

De plus, une contradiction flagrante est encore trop rarement abordée. Alors que le monde débat de la réduction des émissions, il augmente ses dépenses militaires, produit des armes, fait la guerre et détruit des villes et des territoires. Des ressources colossales sont investies dans la capacité de tuer, tandis que des débats interminables et stériles font rage sur la part à allouer à la capacité de vivre. Guerres et crise climatique font partie d'un même système de compétition pour le contrôle des ressources, des marchés et du pouvoir.

Mais attention : il serait erroné de conclure que les COP sont inutiles et que les Nations Unies sont inefficaces. C'est précisément ce que souhaiteraient ceux qui ont œuvré pour l'échec de toutes les négociations, ceux qui considèrent la coopération internationale comme un obstacle à leur domination. À Antalya, je le répète, il y avait des jeunes, des associations, des représentants des communautés autochtones, des personnes compétentes et déterminées. Des personnes qui continuent de croire en la possibilité de décider ensemble de l'avenir. C'est pour elles que ces réunions doivent se poursuivre.

De plus, une contradiction flagrante est encore trop rarement abordée. Alors que le monde débat de la réduction des émissions, il augmente ses dépenses militaires, produit des armes, fait la guerre et détruit des villes et des territoires. Des ressources colossales sont investies dans la capacité de tuer, tandis que des débats interminables et stériles font rage sur la part à allouer à la capacité de vivre. Guerres et crise climatique font partie d'un même système de compétition pour le contrôle des ressources, des marchés et du pouvoir.

Mais attention : il serait erroné de conclure que les COP sont inutiles et que les Nations Unies sont inefficaces. C'est précisément ce que souhaiteraient ceux qui ont œuvré pour l'échec de toutes les négociations, ceux qui considèrent la coopération internationale comme un obstacle à leur domination. À Antalya, je le répète, il y avait des jeunes, des associations, des représentants des communautés autochtones, des personnes compétentes et déterminées. Des personnes qui continuent de croire en la possibilité de décider ensemble de l'avenir. C'est pour elles que ces réunions doivent se poursuivre.

L'échec n'est pas le leur. Il est celui des gouvernements, des systèmes de pouvoir de plus en plus autocratiques et de plus en plus déconnectés des droits humains. Des systèmes qui défendent les intérêts nationaux et les privilèges économiques même face à un danger réel qui nous concerne tous : jusqu'à leurs propres enfants. C'est l'échec de ceux qui pensent que le profit d'aujourd'hui vaut bien plus que la vie de demain.

La leçon d'Antalya est la suivante : il ne suffit pas de changer notre façon de produire de l'énergie. Nous devons changer notre façon de produire et de distribuer la richesse, les responsabilités et le pouvoir. Nous devons choisir entre protéger les droits collectifs et préserver les privilèges. Autrement, nous continuerons d'organiser des conférences toujours plus vastes, coûteuses et spectaculaires, pour finalement décider de moins en moins. Pendant ce temps, la planète continuera de se réchauffer. Nous ne pouvons pas attendre les vaines négociations des puissants.

Raffaele Crocco est *journaliste, réalisateur de documentaires et écrivain.*



# La tragédie de Gaza à la veille de l'hiver



Par Gustavo Veiga — Page 12 (Argentine)

Other News, 23 novembre 2026

La tragédie humanitaire à Gaza est sans limites. Seule une conscience auto-imposée, qui tait, dissimule ou détourne l'attention, semble oublier ce qui continue de se produire. Alors que les crimes de guerre perpétrés par drones et missiles se multiplient, la mort rôde à l'approche de l'hiver. Elle se déguise en froid, en intempéries, en malnutrition, en inondations, en épidémies et en la politique génocidaire délibérée de l'État d'Israël qui condamne le peuple palestinien à la famine.

La ligne jaune, tracée unilatéralement par le régime de Benjamin Netanyahu, s'estompe. Un terrain fertile exploité par l'armée d'invasion pour tuer sans distinction. Cette couleur, le jaune, est celle que les nazis utilisaient pour identifier les Juifs par une étoile. L'histoire se répète, différemment, mais avec le même symbole. Une couleur qui sépare, qui marque où l'on vit et où l'on ne vit pas.

Après la destruction de la bande de Gaza, où 350 000 familles ont perdu leurs maisons et ont été contraintes de vivre dans des tentes surpeuplées, les massacres planifiés se poursuivent. Ils sont intimement liés aux aléas climatiques : les camps sont inondés par les pluies, les tentes détruites et le désespoir règne, chacun ne sachant où aller. La crise humanitaire est criante, au milieu de terres arides, de décombres et d'un ciel qui n'annonce que de mauvaises nouvelles, car les bombes peuvent tomber à tout moment.

Le cessez-le-feu du 10 octobre 2025 a été systématiquement violé par Israël. Depuis, quelque 1 650 personnes ont été tuées et 6 144 blessées. Ces statistiques sont restées inchangées jusqu'à samedi, date à laquelle trois Palestiniens supplémentaires sont venus s'ajouter au bilan des victimes. Ils circulaient dans une camionnette transportant de la nourriture. Selon les forces d'occupation, ils appartenaient à la branche armée du Jihad islamique. C'est leur argument habituel. Invariablement le même.

Les autorités palestiniennes alertent sur le fait que quelque 200 000 tentes sont complètement hors d'usage et doivent être remplacées immédiatement avant que les conditions météorologiques ne se détériorent davantage. Les rapports de l'UNICEF, à l'instar du rapport Brodie de Borges, décrivent un destin tragique qui se répète inlassablement, où les victimes sont toujours les mêmes : des enfants de quatre, cinq et huit ans à peine, comme ceux décrits par la directrice de l'organisation, l'Américaine Catherine Russell : « Ces enfants et leur mère sont morts faute d'endroit sûr où dormir. C'est la réalité à Gaza aujourd'hui », a-t-elle expliqué.

La famille a péri sous l'effondrement d'une dune de sable qui a enseveli la tente où elle s'était réfugiée à Deir al-Balah, dans le centre de Gaza, après les fortes pluies de la mi-novembre. Non loin de là, Samar, une fillette de 7 ans contrainte de fuir son domicile à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, vit désormais dans une tente inondée. « Mes vêtements sont trempés et je n'ai nulle part où dormir », déplore-t-elle. Les pluies torrentielles, qui ont tout emporté sur leur passage, ont détruit les tentes sous le poids de l'eau.

La tragédie humanitaire a disparu des projecteurs médiatiques. Israël a modifié sa stratégie de nettoyage ethnique et les victimes ne se comptent plus par milliers. Elles sont peu nombreuses, mais suivent invariablement un schéma précis. On estime qu'environ 950 000 personnes déplacées vivent dans des zones inondables. Parmi elles, 400 000 se trouvent dans des zones à risque extrême et près de la moitié sont des enfants, selon l'UNICEF. « Le pire de l'hiver est encore à venir », souligne Russell.

Dans les camps où 270 000 familles vivent dans des conditions extrêmes depuis plus de trois ans, la vie vaut désormais moins qu'un shekel israélien neuf – la monnaie imposée à la Palestine, le pays n'ayant pas de monnaie nationale. Avec l'arrivée de la saison des pluies, la situation est critique. Selon les derniers rapports locaux, 7 500 familles sont menacées d'inondation et 2 500 d'entre elles doivent être relogées d'urgence pour éviter une catastrophe encore plus grave.

Les images de jeunes enfants immergés jusqu'à la taille, grelottant de froid et sans issue, soulèvent de sérieuses questions quant aux mesures prises pour prévenir de telles situations. Le mois de novembre a été marqué par des tempêtes, comme si la Méditerranée allait engloutir les camps.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) estime que plus de 220 000 Gazaouis ont été touchés. Ceux qui ont échappé aux inondations ont également des options limitées. Ils vivent dans des bâtiments endommagés par les bombardements israéliens, qui pourraient s'effondrer à tout moment.



Le taux de mortalité infantile pourrait augmenter alors que les Palestiniens des camps s'apprêtent à affronter leur quatrième hiver dans des conditions extrêmement difficiles. L'organisation affirme que «les basses températures aggravent des conditions de vie déjà précaires et augmentent les risques pour les enfants les plus vulnérables, notamment les nouveau-nés».

En 2025, on a recensé 11 décès d'enfants dus à l'hypothermie. « Sans protection adéquate contre le froid et l'humidité, le risque est grand que des situations similaires se reproduisent dans les mois à venir », prévient l'UNICEF. Quoi qu'il en soit, l'aide humanitaire semble insuffisante.

« Au cours de la première semaine de novembre, nous avons distribué des vêtements d'hiver et des couvertures thermiques à au moins 10 000 enfants. Nous avons également distribué des bâches aux familles dont les tentes avaient été inondées et soutenu les efforts de drainage, d'évacuation des eaux usées et pluviales dans plus de 50 localités », a expliqué l'organisation de protection de l'enfance affiliée à l'ONU.

Leurs rapports concordent généralement avec ceux de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), initialement créée comme organisation temporaire. Cependant, la situation critique de 5,9 millions de réfugiés palestiniens, dispersés dans divers pays, a nécessité le renouvellement périodique de son mandat depuis sa création en 1949, chaque année étant prolongée. Quelque 395 de ses volontaires ont été tués depuis l'invasion d'Israël par le Hamas le 7 octobre 2023.

L'ampleur du génocide planifié par Netanyahu et son gouvernement fanatique est révélée par quelques chiffres. On estime à 1,98 million le nombre de personnes, soit 94 % de la population de Gaza, qui ont besoin d'un abri et d'une aide non alimentaire. L'UNICEF appelle d'urgence les autorités israéliennes à autoriser l'entrée immédiate de pompes, de générateurs, de pièces détachées et d'autres matériels nécessaires à la réparation des infrastructures d'eau et d'assainissement.

Entre le 7 et le 8 novembre, les salles de classe de Gaza et de Khan Younis étaient inaccessibles. La fréquentation scolaire a considérablement chuté dans ces conditions, selon l'UNRWA, l'agence qu'Israël a interdite par une loi votée par son propre Congrès et dont il a toujours cherché à obtenir la dissolution par les Nations Unies, l'accusant de partialité. Cet incident constitue une violation sans précédent des immunités accordées aux missions et agences de l'ONU depuis 1946.

*Gustavo Veiga est journaliste et enseignant. Auteur de Sport, the Disappeared and Dictatorship, Clean Football, Shady Business et Where the Gang Rules: Hooligans, Power and Politics.*



# Venezuela sous contrôle américain : pour l'instant ?

Par Aram Aharonian — *Centro latino-américano de analisis estrategico*

Other News, 23 novembre 2026

Lors de sa récente et honteuse visite au Venezuela, le secrétaire américain à la Guerre, Pete Hegseth, a eu l'audace de tenir ces propos scandaleux : « Aujourd'hui, sous la direction du président Trump, travaillant en étroite collaboration avec la présidente Delcy Rodríguez, le Venezuela comprend ce que le président Trump et les États-Unis comprennent : qu'il ne peut y avoir de nation sans frontières, et qu'il ne peut y avoir de frontières sans intégrité territoriale. »

Il a ajouté : « Les Vénézuéliens sont des gens bien, pieux, travailleurs et patriotes. Ensemble, nous reconstruisons leur pays et notre hémisphère. L'opération Absolute Resolve a démontré que les États-Unis ne permettront pas aux narcoterroristes de menacer les Américains, de porter atteinte à nos frontières ni d'agir en toute impunité dans tout l'hémisphère occidental. » Il semblerait que quiconque ne souscrit pas aux directives et aux désirs de Donald Trump et de son entourage, ou ne s'y conforme pas, soit immédiatement qualifié de narcoterroriste.

Hegseth est le dernier membre du cabinet du président Donald Trump à se rendre au Venezuela, après les visites effectuées cette année par les secrétaires à l'Intérieur et à l'Énergie, qui se sont concentrés sur les efforts visant à exploiter les réserves pétrolières et les ressources minérales critiques de ce pays d'Amérique du Sud. Cette visite intervient après que Trump a déclaré en août que Hegseth avait contribué à la conclusion d'un vaste accord permettant aux États-Unis de prendre le contrôle des réserves pétrolières vénézuéliennes. Le commandant des opérations militaires américaines en Amérique latine, le général Francis Donovan du Commandement Sud, a également rencontré au moins deux fois cette année au Venezuela les autorités intérimaires.

Le New York Times a récemment annoncé que Washington cherchait à signer un accord avec le Venezuela afin d'établir le cadre juridique d'une présence militaire américaine durable dans le pays. L'instrument proposé serait un Accord sur le statut des forces (SOFA). Or, dans les faits, le Venezuela a subi une ingérence étrangère et la présence de forces étrangères avant même qu'un accord militaire formel ne soit envisagé.

L'accord SOFA établit les conditions juridiques dans lesquelles les forces armées d'un pays peuvent séjourner et opérer sur le territoire d'un autre. Les privilèges et immunités qui accompagnent ces accords créent un régime d'exception pour les forces étrangères. Sous couvert de coopération, un rapport de force s'instaure, limitant la capacité de l'État hôte – en l'occurrence, le Venezuela – à exercer pleinement son autorité sur son territoire.

Cette initiative s'inscrit dans le processus amorcé par l'intervention militaire du 3 janvier – le bombardement de Caracas, l'enlèvement du président Nicolás Maduro et le meurtre de Vénézuéliens et de Cubains – et les conditions politiques et économiques imposées depuis.

Cette intervention n'était pas un événement isolé, mais bien le point de départ d'une escalade, Donald Trump ayant immédiatement annoncé que les États-Unis prendraient le contrôle du Venezuela.

L'opération de janvier a été suivie d'autres actions militaires : l'exercice de riposte rapide dans la capitale en mai ; le bombardement de Las Claritas, dans l'État de Bolívar, en juin ; et l'attaque de drone à Apure le 30 octobre, rappelle l'analyste Leopoldo Puchi. Désormais, les responsables de Washington cherchent à formaliser par un accord diplomatique ce que les soldats ont déjà érigé en réalité, ajoute-t-il.

Mais Hegseth ne s'est pas arrêté là. Après avoir critiqué la présidente imposée par les États-Unis, il a souligné : « C'est la doctrine Monroe : le Venezuela, qui était notre menace régionale la plus agressive, est devenu un partenaire de sécurité coopératif. En reconstruisant ses forces armées aux côtés des États-Unis, nous rétablissons notre partenariat militaire naturel et historique. Grâce à l'étroite coopération avec la présidente (Delcy) Rodríguez pour stabiliser le Venezuela et l'éradiquer définitivement des narcoterroristes, nous n'aurions pas pu y parvenir sans elle. »

Ce à quoi Hegseth faisait référence, c'est la neutralisation de l'expérience souverainiste la plus avancée qui ait eu lieu dans notre Amérique jusqu'à présent au cours de ce siècle.

**L'accord militaire**

Les termes d'un accord militaire doivent être analysés en tenant compte des conditions économiques imposées au Venezuela après l'intervention. L'accord pétrolier signé avec Washington confère aux États-Unis le contrôle de 65 milliards de barils de réserves prouvées, et le Trésor américain gère les recettes issues des ventes de pétrole vénézuélien.

L'accord militaire étendrait cette dépendance au secteur de la défense. La présence militaire américaine au Venezuela s'étend également au secteur énergétique. L'implication du Pentagone dans l'activité pétrolière, par le biais de North American Blue Energy Partners (NABEP, basée à la Barbade), lie les intérêts militaires américains, y compris ceux liés aux conflits dans lesquels ils sont impliqués, à un secteur crucial de l'économie vénézuélienne.

…

En février 1992, après l'échec de sa tentative militaire, Hugo Chávez déclarait : « Camarades, malheureusement, pour l'instant, les objectifs que nous nous étions fixés n'ont pas été atteints. » Ce « pour l'instant » risque de devenir la devise de la résistance.

*Aram Aharonian est journaliste et expert en communication uruguayen. Titulaire d'un master en intégration. Créateur et fondateur de Telesur. Il préside la Fondation pour l'intégration latino-américaine (FILA) et dirige le Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE).*



# Des nouvelles du CAPMO

**Soirée mensuelle du 17 décembre 2026 à compter de 17 h**

**Accueillir ce qui vient ...**

**Rencontre de Noël sous le thème de l'accueil**

**2ème étage du 435 rue du roi à Québec**

**Marche de commémoration Polytechnique 1989**

**Dimanche 6 décembre 2026 à 10 h**

**Rassemblement au Parc du Musée des Beaux Arts à Québec**

**Un toit pour toustes, ça prend de la solidarité mur à mur**

**Manifestation pour un moratoire sur les évictions et les reprises de logements**

**9 décembre à 11 h, Édifice Price à Québec**

**Soirée mensuelle du 21 janvier à compter de 18 h 30**

**Crise du logement et droits des locataires**

**Animé par Félix Marois du Bureau d'information et d'animation des locataires, le BAIL**

**Soirée mensuelle du 11 février à compter de 18 h 30**

**Dans le cadre du Mois de l'histoire des Noir.e.s**

**Animée par Marielle SMbangha du Centre de périnatalité de Québec**

**2ème étage du 435 rue du roi à Québec**